

L'échec de Podemos et de ses alliés : de l'urgence d'une

<http://www.contretemps.eu>

réorientation

redaction

L'élection législative espagnole du 26 juin a délivré un avertissement à tous ceux et toutes celles qui, dans l'État espagnol comme ailleurs, placent beaucoup d'espoir dans Podemos. La démesure de cet espoir, malgré l'autre avertissement - dramatique celui-là - venu de Grèce, s'accompagne généralement d'une réticence, y compris parfois parmi les anticapitalistes, à penser de façon critique les forces politiques qui prétendent incarner un projet de transformation politique et sociale.

Cet article d'Antoine Rabadan, au plus près de la politique développée par Podemos dans la dernière séquence, tente de faire pièce à cette tentation qui non seulement prépare de futures démoralisations mais, surtout, empêche de cerner les obstacles réels à un changement politique d'ampleur et élimine les nécessaires débats stratégiques. Il défend en particulier l'idée d'une réorientation urgente de la ligne politique de Podemos, en rupture à la fois avec l'électoratisme qui prévaut actuellement dans sa direction et avec l'adaptation progressive - mais pas inéluctable - de Podemos au système institutionnel.

Les sondages étaient, jusqu'à la veille des élections, unanimes : le grand événement de ces élections allait être le « *sorpasso* »¹, autrement dit le dépassement du PSOE (socialistes) par Unidos Podemos (l'union de Podemos et de Izquierda Unida, une sorte de Front de Gauche espagnol) pour la seconde place de la compétition électorale. Certains voyaient même cette coalition talonner le PP (Parti Populaire, de droite, au pouvoir depuis novembre 2011). Une campagne de terrain active et, il faut le dire, une bonne dose de méthode Coué aidant parmi les dirigeants de ce regroupement politique, c'était finalement rien moins que la gagne qui était en jeu. L'affluence dans les meetings montrait que ce discours triomphaliste avait percé dans l'esprit de larges fractions de la population.

L'espoir d'en finir avec la terrible cure d'austérité appliquée, sous l'égide de l'Union Européenne, comme réponse à la « crise » de 2008, semblait avoir trouvé enfin la formule politique pertinente : une union des gauches dont le pacte scellé entre Podemos et Izquierda Unida n'était que l'embryon appelé à se développer grâce à un accord avec le PSOE. Accord que le « *sorpasso* » devait rendre paradoxalement possible en forçant ce parti, enfin devenu conscient du discrédit dans la population que lui valait son adhésion au néolibéralisme, à franchir le Rubicon et à s'émanciper du syndrome de parti du système, d'aile gauche du funeste bipartisme, dont le PP est l'aile droite. Rappelons que ledit bipartisme avait été mis en place par la Transition (ce passage en douceur de la dictature à la démocratie) en 1978 (vote de la constitution) et a assuré, pendant près de 40 ans, une domination sans partage des bourgeoisies de l'État espagnol.

La déconvenue, suite aux résultats du dimanche 26 juin, a été cuisante : non seulement le PSOE conserve sa place de premier parti de « la gauche », malgré son pire résultat électoral depuis 1978, mais le Parti Populaire renforce son score de parti majoritaire. Il est même le seul parti à l'échelle de l'État espagnol à progresser en voix ! Un comble pour un parti empêtré dans un nombre incroyable d'affaires de corruption, sans parler des terribles dégâts (loi travail, loi bâillon, coupes sombres dans la santé et l'éducation, etc.) que sa politique a générés et qui appelaient, par une nécessité qui ne s'est finalement pas vérifiée, une sanction électorale exemplaire. Mais le succès « populaire » a un bémol : le PP n'atteint pas la majorité absolue et n'a pas de partenaire de gouvernement à portée de mains.

Le bipartisme honni, bousculé lors de la précédente législative, le 20 décembre dernier (le 20D en espagnol), et incapable, dans ce laps de temps, de se donner une traduction gouvernementale, reprend certes des forces mais sans parvenir à retrouver sa position initiale d'hégémonie : ni sur le mode classique de l'alternance droite-gauche pour la gestion continuée du système, ni par la seule réponse apte à neutraliser aujourd'hui le défi représenté par les captations électorales réussies par

les partis « émergents », Podemos, à gauche, et Ciudadanos (C's) à droite²: une coalition de gouvernement PP-PSOE permettant, par le cumul des voix obtenues des deux côtés, de maintenir une majorité « de régime » mais avec le coût politique de casser le mythe, entretenu jusque là par l'alternance au gouvernement, de la bipartition gauche vs. droite !

Le roi bipartisme nu du deuil de la bipartition... voilà qui pourrait révéler trop crûment, au grand profit de Podemos et de Ciudadanos, sa nature prosystème et antipopulaire. D'où le refus du PSOE de faire duo au gouvernement avec le PP. L'effet 15M (mouvement des Indigné·e·s démarré le 15 mai 2011) produit donc encore ses effets politiques. Mais l'échec de Podemos et des coalitions capitalisant directement cette dynamique de l'indignation (Ciudadanos n'étant que le contre-feu de droite à cette radicalisation) pourrait signifier que celle-ci commence à s'épuiser : le 20D, le parti emmené par Pablo Iglesias avait fait une percée le mettant quasiment à égalité avec le PSOE et lui permettant, grâce aux « convergences » (les « confluencias ») régionales nouées aux précédentes municipales, de passer des 1 253 837 voix obtenues, à la surprise générale, aux Européennes de 2014, à 5 189 333 voix ! Ce 26 juin (26J selon la terminologie espagnole) cette coalition, pourtant a priori renforcée par l'alliance avec IU, a obtenu « seulement » 5 049 734 voix (21,1%), soit -1 089 760 voix du total cumulé, le 20D, des voix de Podemos-convergences-IU ! Le nombre de député.e.s obtenu ensemble, 71, est égal au total obtenu séparément le 20D, 69+2.

En clair l'accroissement électoral espéré par Podemos grâce à la récupération du petit électorat d'IU et à l'effet d'entraînement que l'on croyait mécaniquement induit, débouche, au contraire, sur une forte déperdition !

Les chiffres de l'échec

Voyons de plus près les résultats. Avec 7 906 185 de voix (33,03%) le Parti Populaire obtient 137 députés (+14). Le PSOE est relégué à 5 424 709 voix (il en avait obtenu 5 530 000 en décembre), à plus de dix points de la droite (22,66%), et décroche 85 députés (-5). Ciudadanos (C's) avec 3 123 769 de voix (13,05%), perd 8 députés pour n'en conserver que 32.

Podemos et IU totalisent, à eux seuls, sans les listes de convergence régionales auxquelles participait Podemos, 3 201 170 voix, soit 13,05 %. Lesdites convergences avaient relancé in extremis, le 20D, la dynamique de Podemos, en berne depuis plusieurs mois. Mises en avant dans cette nouvelle campagne pour promouvoir la capacité de Unidos Podemos à gérer les institutions au plus haut niveau, par extrapolation de leurs gestions municipales mises en route grâce à leur victoire le 24 mai 2015, elles reculent toutes. Les Catalans de En Comú Podem, à 848 526 voix, en perdent 81 354 mais conservent leurs 12 sièges. Sur Barcelone, dirigée par la maire du changement Ada Colau, il se produit une baisse de 22 000 voix. Les Valenciens de Compromís-Podemos-EUPV (IU en Pays Valencien) perdent 130 000 voix pour un résultat se situant à 655 895 voix mais conservent aussi leurs sièges (9) ; enfin les Galiciens de En Marea font 344 143 voix, en enregistrant un recul de 66 555 voix et la perte d'un de leurs 6 sièges.

Si on considère les résultats obtenus par province, Unidos Podemos gagne des voix dans seulement deux des trois provinces basques, en Navarre et dans trois des quatre provinces catalanes (elle perd dans la province de Barcelone). Partout ailleurs (45 provinces) cette alliance recule.

Le Pays Basque et la Navarre constituent l'exception la plus notable dans ce contexte général décevant : les listes Unidos Podemos confirment les résultats victorieux du seul Podemos le 20D. Elles sont en tête partout avec un excellent report des voix de IU qui permet à l'alliance de décrocher, au Pays Basque, avec 317 674 voix, 6 député·es sur les 18 en jeu avec une augmentation

L'échec de Podemos et de ses alliés : de l'urgence d'une

<http://www.contretemps.eu>

réorientation

redaction

de 3 points (à 29%) par rapport au 20D. Les plus pénalisés par ce succès sont les partis nationalistes basques, les modérés du bourgeois PNV (Parti Nationaliste Basque, historiquement le parti le plus fort) qui remportent 5 sièges (24,9%), mais aussi les *abertzales* ou « radicaux indépendantistes » de EH Bildu (Euskal Herria Bildu, Réunir le Pays Basque) qui n'ont pas bénéficié de l'effet « sortie de prison » de leur prestigieux dirigeant Arnaldo Otegi et perdent 2 points (à 13,3%) en conservant cependant leurs 2 député-es, loin des 7 qu'ils avaient conquis en 2011 sous les couleurs d'Amaiur (du nom d'un des hauts lieux de la résistance historique des Basques à leur assimilation par la Castille et l'Aragon).

Selon une excellente étude sociologique et politique³, 16% de l'électorat de Podemos provient de celui de EH Bildu. Cette même étude met, de plus, en évidence, par-delà des différenciations générationnelles, sociales ou « culturelles », que l'électorat de Unidos Podemos a émis un vote de « colère » contre la dégradation des conditions de travail et de vie (chômage, gel des salaires, difficultés pour se loger, etc.) et contre l'accroissement des inégalités induit par l'aggravation de la crise économique. A cela s'ajoute sans doute le sentiment qu'un vote Unidos Podemos permettrait de libérer l'autodétermination – jugée nécessaire pour affirmer la plurinationalité dans l'Etat espagnol – de l'hypothèque indépendantiste portée par EH Bildu, et de la mettre sur les rails d'une dynamique d'autogouvernement élargi s'exerçant dans le cadre de l'existant. Cela a fait la différence avec une Catalogne, beaucoup plus polarisée par l'option indépendantiste et donc moins enchantée par les ambiguïtés et les incertitudes perçues dans le positionnement de Iglesias sur la question.

Ces résultats du 26J sont, en tout cas, de bon augure pour Unidos Podemos aux élections au parlement de l'autonomie basque prévues à l'automne. Mais les analystes de cette enquête ne sont pas persuadés que ce vote soit stable, en particulier dans son importante fraction jeune, et envisagent que le PNV et EH Bildu récupèrent, à cette nouvelle échéance électorale, une bonne part des voix perdues. Les socialistes du PSE et le PP ont, quant à eux, maintenu leurs députés (respectivement trois et deux). Il conviendrait d'analyser en profondeur ce que ces données spécifiques à l'élection au Pays Basque⁴ pourraient dire, en creux, de l'échec global de Unidos Podemos.

Le « jardin d'amour » de Podemos et les mauvaises herbes

En tout état de cause, malgré cette contre-tendance basque, les chiffres de l'élection au niveau de l'ensemble du pays ne permettent pas de biaiser sur le sens de la campagne emmenée par Podemos et Izquierda Unida : il s'agit bien d'un échec retentissant dont rend bien compte la poussée de l'abstention : entre le 20 D et le 26J, elle s'est accrue de 1 189 364 personnes (+3,36 points, à 69,84%). Or ce chiffre est étonnamment proche (la différence se situe seulement à quelque 100 000 voix) des pertes subies par le tandem Iglesias-Garzón⁵. La spécialiste des statistiques électorales de Podemos, Carolina Bescansa, par ailleurs membre influente du noyau iglesiste de la direction, n'hésite pas à tirer la conclusion : les voix perdues par Unidos Podemos « sont restées à la maison (sic) ». L'aveu est de taille : la campagne a démobilisé une fraction de l'électorat visé⁶.

Ce rude diagnostic ayant été posé, la première réaction de Podemos, devant ces résultats indéniablement mauvais, aura pourtant été très symptomatique du verrouillage organisationnel instauré au congrès de fondation de Vistalegre (octobre 2014). Par la bouche de son secrétaire à l'Organisation, le réputé conciliant Pablo Echenique, le message adressé aux adhérents a été clair, dès le lendemain des résultats, sous la forme d'une expression imagée destinée à frapper les esprits : « *Pour que croisse l'amour, il ne suffit pas de l'arroser, il faut aussi extirper les mauvaises herbes* » !⁷ Voilà pour les militant·e-s et sympathisant·e-s.

Du côté de l'ensemble de la population, la palme du blindage de l'appareil face à tout exercice critique et autocritique, est revenue paradoxalement à la star podémite, certes périphérique au noyau de direction, à savoir Julio Rodríguez. Ancien général et ancien chef d'état major de la Défense (conseiller militaire du gouvernement du socialiste José Luis Zapatero), visiblement promis à devenir le ministre de la Défense d'un gouvernement du « changement », celui-ci s'est fendu, dès qu'il a pris connaissance des résultats, dont le sien (défaite à Almería), d'un tweet rageur dont les termes concis laissent rêveur dans un pays où le « respect du sens de l'éthique » a été, pendant près de quarante ans au cœur de l'idéologie franquiste : « *Le plus déprimant c'est que la moitié des électeurs ne veut aucun changement. Ils ne croient pas dans l'éthique et cela... commence à être dangereux* ». ⁸ Ni Iglesias ni Errejón ni Echenique, pour ne citer que le trio majeur des figures dirigeantes de Podemos, n'ont cru bon de réagir devant une aussi incroyable sortie de route...

Malgré les premières mises en garde et autres formes de déni sur le mode « ce que nous avons fait est ce qui pouvait se faire de mieux, à quelques détails près, nous avons seulement payé le prix de la peur que la droite a su instrumentaliser contre tout aventurisme politique, en particulier en agitant l'épouvantail du Brexit », la parole s'est libérée dans les médias alternatifs mais aussi dans Podemos et, dans une moindre mesure, dans IU. La direction podémite a même sollicité l'avis des cercles, sans envisager qu'un vrai débat libre et contradictoire prenne corps (voir la Dernière minute en fin d'article).

Des alliances problématiques

Sous le titre choc « *26J : la fin de la bulle Podemos* », une tribune mise en ligne sur l'excellent site *ctxt.es* développe l'idée que rien de ce qui est arrivé n'est un incident de parcours mais « *l'effet d'un changement de position stratégique dans la direction de Podemos qui a impliqué une façon d'agir dont on n'aurait jamais soupçonné qu'elle puisse être celle de Podemos (celle d'un parti politique de plus, avec les vertus mais aussi les us et abus de tous les autres partis), ce qui, on peut le présumer, sera consolidé dès que se tiendra un nouveau congrès* » ⁹.

L'auteur de ces lignes développe par ailleurs des explications de l'échec podémite discutables mais tape juste quand il pointe le « court-termisme » comme un facteur clé de l'évolution du parti de Pablo Iglesias : au lieu d'assumer une stratégie de la « lente impatience » (Daniel Bensaïd) où l'oxymore incite à ne pas céder à la tentation des raccourcis, ici clairement électoralistes, tout en cherchant à répondre aux urgences sociales et politiques, Podemos s'est entêté, jusqu'à la caricature, voire au reniement de certains de ses fondamentaux, à construire une alternative de gouvernement avec le PSOE. Or ce parti, contradiction insoluble pour ce projet, reste un parti de l'alternance. Ce qu'a largement prouvé le pacte de gouvernement qu'il a signé avec Ciudadanos, en conclusion de ces six derniers mois de tractations, menées dans le plus pur style politicien du vase clos institutionnel, dans lesquelles Podemos n'a pas craint de ternir sa radicalité antisystème proclamée.

Certains arguent du refus de Iglesias et de ses camarades de la direction de répondre à l'invitation du PSOE à intégrer ce pacte signé avec Ciudadanos comme la preuve que le fonds politique podémite restait le même, calé à gauche : comme si un refus de gauche de s'allier à un parti de droite comme Ciudadanos permettait de postuler, sans dommage du côté de la cohérence politique, une disponibilité du PSOE à « faire à gauche ensemble » dans l'instant même où il réaffirmait son option de « faire à gauche... mais avec cette droite ». Laquelle droite poussait à compléter l'alliance par un accord avec un PP seulement débarrassé de l'actuel président du gouvernement, Manuel Rajoy, trop discrédité ! Typique manifestation de l'affadissement des délimitations politiques propre à l'idéologie de la Transition, où la distinction gauche-droite n'est maintenue que pour mieux la

dévitiser par le consensus libéral capitaliste. Cette mystification est précisément ce que Podemos se proposait de contester à sa création.

S'il est heureux que Podemos ait refusé de franchir ce pas à droite, proposé à l'invitation du PSOE - et malgré l'exhortation de la maire de la « convergence » de Madrid, Manuela Carmena, à signer un « pacte d'investiture » avec le PSOE et Ciudadanos⁻¹⁰, il n'en est pas moins vrai que ce parti, né comme une lumineuse étoile antisystème, s'est plié à ce que sont les vieilles pratiques du régime en acceptant que l'essentiel de la vie politique se concentre dans le réduit des bureaux et des couloirs parlementaires. Les récentes (c)ouvertures médiatiques de ces processus autocentrés sur les leaders des formations politiques ont consacré paradoxalement cette clôture politique en la validant comme étant « la » politique et en contribuant, par un effet littéralement d'écran, à reléguer ainsi la population (les militant·e·s aussi) à être seulement spectatrice de son propre destin. Beaucoup ont dû se demander où était passée la volonté rebelle du 15M¹¹.

Esprit du 15M, es-tu (toujours) là ?

On a assez dit que Podemos avait constitué le débouché politique qui avait fait cruellement défaut au mouvement des places de 2011 (rappelons-nous que cette « année indignée » s'était conclue par une incroyable majorité absolue du PP au parlement !) mais 2016 pourrait bien rester comme l'année où s'est pleinement révélée que la nécessaire prise de distance de Podemos vis-à-vis de l'impuissance indignée à peser décisivement sur les rapports de force sociaux et politiques s'est transformée en rupture avec le cœur même de l'indignation : rupture scandée par une pratique politique évoluant toujours plus vers un plat électoralisme des plus tacticiens et, en conséquence, sauf rares exceptions, déconnecté de toute initiative de court, moyen ou long terme visant à réactiver la mobilisation sur le terrain directement social.

Sur ce terrain, des marées, des associations, des syndicats, etc., continuent pourtant de s'activer malgré le reflux général, avec, à la pointe des combats contre la politique gouvernementale, la si remuante PAH (Plataforma de Afectados por las Hipotecas, Plateforme des victimes des crédits hypothécaires) contre les expulsions de logement ou le teigneux SAT (Syndicat Andalou des Travailleurs) engagé dans des occupations de propriétés agricoles en Andalousie. A noter, à ce propos, l'élection comme député, pour Unidos Podemos, de Diego Cañamero, le prestigieux dirigeant de ce syndicat agricole. Il sera intéressant de suivre le positionnement au Parlement de celui qui a fait de l'intervention radicale sur le terrain et du défi ouvert au système sa raison - politique - d'être.¹²

Comment oublier, à titre d'exemple emblématique de ces renoncements à articuler une politique électorale radicale à un socle de remobilisation sociale sans lequel la première s'édulcore, s'affadit et se renie, l'éloge adressé par Pablo Iglesias, pour ces élections du 26J, comme gage de sa bonne volonté à gouverner avec le PSOE, au socialiste José Luis Zapatero ? Celui-ci aurait été, nous a-t-il été asséné, le meilleur président de gouvernement qu'ait connu l'Espagne postfranquiste¹³. C'est pourtant la promulgation, en septembre 2010, de sa « réforme du travail » (dont, avec justesse, il a été dit ici, en France, qu'elle avait largement inspiré l'actuel projet de Loi Travail !) qui avait été un des déclencheurs de la révolte du 15M, après avoir provoqué une journée - malheureusement sans lendemain - de grève générale.

Avec la même volonté de se gagner les socialistes, Pablo Iglesias n'a, au demeurant, pas hésité, assez logiquement, à renoncer à l'abrogation de cette réforme du travail prévue dans sa plateforme électorale pour ne plus conserver que l'abrogation de l'autre réforme du travail, celle de 2012, du Parti Populaire, qui n'est pourtant, dans la plus parfaite des complémentarités bipartites, que

l'approfondissement de la première ! Si l'on ajoute les déclarations revendiquant la « patrie espagnole », conjointement à la relégation au champ des négociations locales de l'épineuse question de la consultation d'autodétermination de la Catalogne, afin de contourner le blocage du PSOE sur le sujet¹⁴, on aura une idée de la dérive politique dans laquelle est engagée la direction de Podemos, qui dévitalise gravement l'idée même de changement radical ayant présidé à la naissance de Podemos.

A vouloir échapper à l'infantilisme des radicalités antisystème/anti-électorales, régulièrement martelé par Iglesias et ses proches, Podemos pourrait bien se voir menacé d'une sénilité précoce si son projet politique se muait en adaptation électoraliste au système !

Podemos et IU... à hue et à dia

Terminons ce balayage, nécessairement incomplet, de ce qu'a fait apparaître la législative du 26J par ces quelques lignes sur l'alliance construite, à cette occasion, entre Podemos et Izquierda Unida. Une alliance nécessaire mais hélas parasitée, dans la démarche adoptée, par des considérations tactiques à courte vue, centrées sur la convergence arithmétique dans les urnes des voix drainées par chacun des partis !

Elle a été souvent considérée comme une avancée majeure dans la constitution de l'alternative, permettant d'infliger une défaite décisive à la politique austéritaire et liberticide du Parti Populaire. Or, selon un sondage effectué quelques temps avant cette législative posant aux électeurs de IU la question de la probabilité, à exprimer sur une échelle de 0 à 10, qu'ils portent leur choix un jour sur Podemos, plus de 70% d'entre eux déclarait une probabilité à 5 ou moins. 35% estimaient cette probabilité à 0.¹⁵ Le contentieux de cet électorat avec Podemos doit, pour une bonne part, être rapporté au tournant effectué par celui-ci à l'occasion de cette élection du 26J.

Il convient de rappeler en effet que, encore le 20D, Pablo Iglesias rejetait de la façon la plus ferme toute alliance avec le parti d'Alberto Garzón, le dirigeant ayant pris la tête de la « rénovation » de ce front des gauches à la gauche du PSOE, lequel Garzón faisait, lui, le pari que le salut, non seulement de son parti, mais de toute la gauche, passait à tout prix par cette alliance. Avant de finir par se rallier à cette option pour le 26J, Pablo Iglesias avait souverainement ignoré la main qu'IU avait décidé de lui tendre et à laquelle il ne proposait qu'une intégration subordonnée et formulée souvent de façon assez humiliante à ses propres listes de candidatures.

Certain·e·s dans IU et parmi ses sympathisant·e·s n'ont probablement pas oublié cette démarche travaillant ouvertement à marginaliser IU, comme cela a d'ailleurs été sanctionné aux élections du 20D (3,68%) ; tout comme ils/elles n'ont pas dû oublier les formules choc utilisées alors, à cet effet, par le dirigeant de Podemos, plus arrogant, voire méprisant, que jamais : « *Le pari du changement et de l'unité populaire n'a rien à voir avec des accords entre partis et encore moins avec ce que l'on pourrait appeler des canots de sauvetage pour personne* »¹⁶, sous-entendu pour sauver IU du naufrage !

Le même Pablo Iglesias n'avait pas hésité à affirmer que les dirigeants d'IU, probablement à l'exception notable d'Alberto Garzón qu'il tentait d'intégrer avec tous les honneurs dans ses listes, portaient politiquement la poisse (sic) et étaient les typiques hommes/femmes de gauche tristes à mourir, assommants et recuits dans l'amertume ! Le sommet avait été atteint quand, à maintes reprises, les adhérents d'IU avaient été ridiculisés comme étant les « Schtroumpfs grognons » accrochés aux basques de Podemos ! Plus directement politique, Pablo Iglesias avait enfin réitéré qu' « *un front des gauches ne pouvait aucunement, à des élections générales, changer politiquement*

L'ironie de l'histoire aura voulu que soit confirmée cette vision des choses mais aux dépens, en premier lieu, de Podemos, après que cette année il eut opéré un virage à 180° pour oeuvrer à l'accord de parti à parti, avec IU, qu'il dénigrait jusque là et qui désormais, sans crier gare, devenait le sésame ouvre-toi de l'unité populaire et la voie royale pour faire advenir un gouvernement pour le changement ! IU accédait enfin au statut d'un partenaire reconnu dans toutes ses qualités de parti de gauche apte à contribuer à l'avènement de l'union des gauches la plus large. Rappelons que cette union large a été, elle aussi, longtemps refusée par la direction de Podemos, toute à son refus « populiste » du concept de gauche et de l'opposition gauche-droite ainsi qu'à sa promotion des transversalités politiques et au postulat selon lequel le clivage essentiel opposait désormais « ceux/celles d'en haut à ceux/celles d'en bas ».

On ne saurait tenir ces observations sur les rapports compliqués entre Podemos et IU pour anecdotiques car elles portent sur ce qui a marqué en profondeur les esprits. D'autant plus qu'elles mettent le doigt sur un complet retournement des positions de Podemos qui a pu être perçu, de façon électoralement très dommageable, comme manifestant un opportunisme sans principe, assez étonnant pour un parti affichant sa prétention à échapper aux tares du système qu'il dit combattre !

À gauche toute ? Mais vers où ?

Il n'empêche, le fond du problème posé par cette alliance est ailleurs : dans l'ouverture qu'elle a induite vers rien moins que le PSOE dont on a vu plus haut la place qu'il a fini par occuper dans la stratégie de Podemos. Cette ouverture a d'ailleurs provoqué une grave crise dans la direction de Podemos entre l'aile intrinsèquement « populiste » de sa direction, autour de Íñigo Errejón, le numéro 2 du parti, plus que rétive à passer sous un label de gauche¹⁸, et la fraction restée fidèle à Pablo Iglesias, décidée, elle, à basculer à gauche !

S'allier avec IU, c'était, dans les conditions où cette alliance a été voulue par le secrétaire général, accrocher Podemos à ce qui a toujours été l'axe politique d'IU, une politique d'union avec le PSOE avec des velléités de le dépasser. Volonté d'union que celui-ci, dans sa complicité prosystème d'alternance au gouvernement avec le PP, a le plus souvent ignorée ou méprisée et qui, cependant, il y a quelques années, avait débouché sur un pacte de gouvernement, très gestionnaire de l'austérité, en Andalousie, avec ce que le « socialisme » y compte de plus social-libéralisé et...clientéliste (il est, entre autres choses, impliqué dans d'importantes affaires de corruption toujours en cours d'instruction judiciaire)¹⁹.

On peut à bon droit affirmer que l'alliance conclue par Podemos avec IU signe paradoxalement l'alignement stratégique du premier, parti pourtant le plus fort, sur la seconde, partie la plus faible (largement fragilisée par son nouveau partenaire !), pour ce qui est du rapprochement avec le PSOE ! Autrement dit Podemos, dans sa réorientation politique, a renoncé à polariser sur son identité première antisystème et s'est retrouvé à assumer d'être polarisé par ce qui, dans le champ politique espagnol, constituait une option historique stérile. Osons le néologisme *izquierdaunisation* de Podemos pour pointer le risque tendanciel guettant ce parti malgré l'atout qu'il a encore d'apparaître lui, à la différence de ce qu'a représenté IU et en dépit des récents aléas électoraux, comme un défi au régime. Le parti de Iglesias s'est littéralement échiné depuis le 20D, à jeter des ponts vers une social-démocratie devenue social-libéralisme et abonnée à gérer, pour le plus grand profit du capital, une sortie de crise au détriment du monde du travail, toujours plus précarisé, des exclus du travail et plus généralement de l'ensemble des couches populaires.

Inscription dans les institutions, désinscription vis-à-vis des mobilisations

Toutes les sinuosités politiques du parcours de Podemos depuis sa fondation, au nom d'un « réalisme » dénaturant le sens profond de ce qu'est le pragmatisme²⁰, expliquent pour partie la désorientation qui a fait perdre des positions électorales à Podemos et à ses alliés. Mais les causes de ce recul sont croisées et plus complexes qu'il n'y paraît.

Une analyse de fond est nécessaire (voir ci-dessous le lien vers « Etat espagnol. Le désarroi d'une nuit d'été » de Josep María Antentas), mais il serait surtout bon que l'intellectuel collectif que constituent les militant·e·s soit convié à y participer au premier plan. Cela ne semble malheureusement pouvoir se faire que dans le cadre contraint du fonctionnement interne du parti, très largement verticaliste et plébiscitaire²¹. Et cela malgré le rôle qu'y jouent les anticapitalistes dans un rapport de force général qui leur est cependant globalement rendu défavorable par ce fonctionnement, qui les empêche d'*opposer* - mot tabou dans le parti - une alternative clairement identifiable aux dérives énoncées plus haut.

Dans un catastrophique cercle vicieux, Podemos entérine le fait que la mobilisation issue du 15M connaisse une profonde baisse de régime, mais, en se proposant de capitaliser de manière électoraliste sur cette démobilisation, il pourrait devenir lui-même un obstacle à la (nécessaire) remobilisation. Il est légitime de penser que le transfert cultivé par Podemos de tous les espoirs de changement vers des jeux institutionnels - qui sont autant de rouages garantissant la perpétuation du système - organise une mise en passivité politique de la population, à qui l'on ne propose guère que de déléguer son pouvoir.

Le tout expose un parti comme Podemos à perdre une partie de sa crédibilité dans certaines couches de la population toujours plus radicalisées par les dévastations de la crise et à se voir « surcrédibilisé » comme agent nécessaire de la transformation politique par d'autres parties de la population ayant pris acte que le social n'est plus le terrain de la riposte. Cette « surcrédibilisation » pourrait bien, d'ailleurs, s'inverser en immense déception au constat que la tentative de parvenir à un pacte de gouvernement avec le PSOE est une chimère pathétiquement poursuivie par un Podemos réduit, comme il arrivait hier à Izquierda Unida, à égrener des incantations stériles sur la nécessité de l'unité des gauches.

Au bout du compte, les vieilles logiques du système institutionnel auront imposé au parti « nouveau », en particulier en le soumettant à une pression médiatique et même « policière » (pensons aux enquêtes visant à prouver que son financement est illégal ou moralement répréhensible), de se plier aux règles en vigueur : révérence à la figure du roi (ce totem du régime), tractations en vase clos parlementaire entre « partenaires » raisonnables, postulat selon lequel les acteurs sociaux ne sont plus que des électeurs attendant que les élus « fassent »... La direction de Podemos cède donc de plus en plus au leurre selon lequel *in fine* « tout se passe dedans », « doit se passer dedans », loin du bruit et de la fureur des rues et des places, dans le périmètre politique balisé imperturbablement par l'ordre capitaliste, même quand celui-ci s'avère pour le moins déstabilisé...

Le talon d'Achille : la dette, l'Europe...

À l'heure où la Commission Européenne sort de son attentisme « électoral » pour menacer l'Etat espagnol de rétorsions financières s'il n'aggrave pas la lutte contre les déficits publics, la décision de Podemos de renoncer à un audit de la dette - qui viserait à préparer le défi politique de refuser le

paiement, a minima, de la part illégitime et odieuse de celle-ci²², reste le plus terrible handicap pour proposer une alternative au nouveau gouvernement et préparer l'avènement du changement promis. Le choix de lui préférer une proposition de restructuration des paiements, qu'il s'agirait de soumettre docilement aux instances européennes alors même que celles-ci ont démontré, dans le cas grec, n'être disposées à rien accepter sans contreparties austéritaires, est désastreux. Le programme de Unidos Podemos présente des avancées sociales et politiques certaines mais aussi de nombreuses insuffisances pour faire face à un ennemi redoutable, dont est sous-estimé le pouvoir de nuisance. Cette sous-estimation est très étroitement liée à l'espoir qu'en profitant d'une alliance avec le PSOE, il sera loisible de l'amadouer et d'échapper au syndrome de la déroute de la gauche radicale grecque regroupée dans Syriza.²³

Dernière minute

Ces lignes étaient bouclées quand nous avons pris connaissance des résultats d'une consultation interne lancée par la direction de Podemos.²⁴ Voici les conclusions que l'on peut, selon nous, en tirer.

Il vient de se produire un événement prometteur à tous égards : malgré les freins mis à l'expression des militant·e·s et sympathisant·e·s, ceux-ci/celles-ci se sont emparé·e·s de la consultation. Cette initiative était pourtant limitée, évacuant toute mise en débat horizontal entre les cercles : la remontée, évidemment à la verticale, de l'avis des cercles sur les élections vers le Conseil Citoyen se tenant au niveau de l'Etat espagnol, c'est-à-dire le parlement du parti. Environ 400 cercles se sont exprimés, ce qui fait dire à Pablo Echenique que cette consultation est représentative.

Parmi les causes de l'échec électoral les plus retenues, on trouve « la peur que Podemos puisse gagner » qui, ainsi formulée, ne dit trop rien sur ce qu'il aurait fallu faire ! Plus intéressant est sûrement que soit évoqué négativement le « discours social-démocrate » développé par Unidos Podemos, élément à relier à « la main tendue au PSOE » (les militant·e·s relèvent, visiblement pour le déplorer, que l'on ait cessé de s'adresser à ce parti sur le mode de la confrontation comme cela était le cas avant le 20D) à quoi l'on peut rattacher la trop grande place accordée aux sondages vécue comme facteur de démobilisation des militant·e·s.

Tous ces avis exprimés dans les cercles sont autant de désaveux clairs de l'axe politique de la campagne ! Si l'on ajoute que, selon le dirigeant de Podemos rapportant sur les résultats de cette consultation, la base demande que « le discours du parti cogne plus (sic) » et qu'il retrouve de la « passion », il se confirme qu'une volonté militante de radicalité offensive a été frustrée par la direction. Ce point est à rattacher à la requête, « unanime », que le parti revienne au schéma d'opposition, délaissé, entre « le haut et le bas » de la société. Le point d'orgue étant que ce qui est demandé par les militant·e·s, c'est en fait « plus de 15M ».

Sur l'alliance avec IU, l'opinion majoritaire, assez difficile à décrypter dans son expression elliptique, est qu'elle n'a été ni positive ni négative. Mais Echenique nous dit que dans la partie la plus militante du parti, elle n'est pas approuvée « si majoritairement » qu'on le croit. Les deux seuls éléments de la campagne du parti reconnus ayant eu un rôle positif sont la qualité des spots télévisés et la place accordée aux « mairies du changement ». Ce qui, tout compte fait, crédite d'un bilan bien maigre les organisateurs.

Enfin, l'opinion de la base du parti est particulièrement percutante sur les carences du fonctionnement interne puisqu'elle cible le mode de choix des candidats locaux trop pris en charge par les « leaders nationaux (en espagnol « estatales ») ». La conséquence de cette situation relevée par les cercles est que l'action des militant·e·s dans l'animation de la campagne législative s'en est trouvée réduite à la seule participation à des réunions d'information. Avec à l'arrivée une

L'article faisant le point sur cette consultation, d'où nous tirons ces données, met bien en évidence l'essentiel en titrant « La base de Podemos demande plus de 15M et un discours moins social-démocrate ». La leçon est brute de décoffrage : globalement la base militante du parti ne se reconnaît pas dans la politique qu'il adopte. On suivra avec intérêt ce que le prochain Conseil Citoyen fera de cette expression militante critique qui, de toute façon, constitue une pièce importante pour mener une bataille pour la réorientation du parti sur le double axe corrélé « plus de démocratie interne » et « retour à une démarche de contestation radicale du système ».

Malgré l'échec électoral et les verrouillages internes, l'espoir d'un « empowerment »²⁵ des militant.e.s retrouve des couleurs... Il est temps qu'il devienne réalité !

*

Un point de vue, anticapitaliste, stimulant : [El desconcierto de una noche de verano](#). La traduction en français est à retrouver sur le site de A L'Encontre : [Etat espagnol. Le désarroi d'une nuit d'été](#). L'auteur, Josep María Antentas, a récemment écrit une étude fouillée sur le cycle ouvert par le 15M : « [Hace cinco años empezó el futuro. #Globaldebout](#) ». Lire la traduction française sur le site de Contretemps : « [15M : il y a cinq ans commençait le futur. #Globaldebout](#) ».

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0 FR). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

Image en bandeau via <http://podemos.info/>

références

1. ↑ Le mot italien « *sorpasso* » est revenu dans l'actualité pour ces élections législatives du 26 juin pour désigner l'accession, prévue par les sondages, de Podemos au statut de premier parti de la gauche espagnole, reléguant les socialistes du PSOE à la seconde place. C'est le communiste Julio Anguita qui employa pour la première fois ce terme en 1994. Lire « [Cuando la política española adoptó la palabra 'sorpasso'](#) » (*El País*, 12.06.2016)
2. ↑ Ce parti de centre droit est très proche idéologiquement du PP dont il se distingue par un discours appelant à une rénovation des... formes politiques.
3. ↑ « [¿Cuál es el perfil de los votantes de Podemos en Euskadi?](#) » (*El Correo.com*, 04.07.16).
4. ↑ « [Unidos Podemos consigue ser la lista más votada en las tres provincias de Euskadi](#) » (*El Mundo*, 26.06.2016); « [Podemos vence al PNV en Euskadi y diluye el efecto Otegi de Bildu](#) » (*El Confidencial*, 27.06.2016).
5. ↑ « [1.189.364 nuevos abstencionistas con respecto al 20D: ¿a quién afectó más?](#) » (*eldiario.es*, 27.06.16)
6. ↑ « [Bescansa dice que los votos de Podemos se han ido a la abstención y duda de que la causa sea el "miedo"](#) » (*infoLibre*, 01.07.16)
7. ↑ « [De la brutalidad de Echenique al desbarre de Iglesias y el tuit de Rodríguez](#) » (*El Confidencial*, 02.07.2016)
8. ↑ *Ibid.*

9. ↑ « [26J: El fin de la burbuja Podemos](#) » (*ctxt, contexto y acción*, 01.07.2016)
10. ↑ « [Manuela Carmena ve viable un acuerdo de investidura entre Podemos, Ciudadanos y PSOE](#) » (*El Mundo*, 08.03.2016)
11. ↑ Sur le 15M, je renvoie à un précédent texte, « Et l'indignation retentit dans l'Etat espagnol... », [sur le site du NPA](#).
Diego Cañamero a tenu à rappeler, après son élection, qu'il est « ouvrier agricole depuis l'âge de 8 ans » et il a dénoncé « l'hypocrisie » d'avoir à prêter serment, pour occuper son poste de député, à une Constitution qu'il ne reconnaît pas ! On retiendra aussi qu'il a inauguré sa campagne électorale en occupant avec ses camarades une propriété agricole, propriété de la Junte, soit le gouvernement, de l'Andalousie. Le juge instruisant l'affaire a estimé que cette action relevait d'un délit « d'usurpation immobilière » (sic) augurant d'une mise en examen des protagonistes. Une de plus pour Diego Cañamero. (« [Diego Cañamero quiere ser diputado sin acatar la Constitución](#) », *ABC Andalucía*, 11.07.2016). Enfin il a fait
12. ↑ savoir qu'il ne toucherait de son indemnité parlementaire que ce qui correspond à un salaire d'ouvrier agricole car, a-t-il déclaré « Je n'ai jamais vécu de la politique ni des institutions, seulement de mon travail et de mes efforts. [...] J'ai toujours vécu comme le peuple et je veux continuer à vivre comme le peuple, comme la majorité ». C'est pourquoi il a manifesté sa volonté de rendre compatible l'exercice de son mandat de député avec le maintien de son travail d'ouvrier agricole. (Diego Cañamero, « [un diputado que quiere ser jornalero](#) », *Diariocrítico.com*, 14.07.2016). Voilà qui pourrait trancher avec le processus d'aspiration de beaucoup d'animateurs du 15M par « l'institutionnalisme » toujours plus marqué de Podemos.
13. ↑ « [Iglesias asegura que Zapatero "es el mejor presidente que ha tenido nuestra democracia"](#) » (*Infolibre*, 06.06.2016). Lire aussi : « [Defender a Zapatero es ponerse de espaldas al 15M](#) ».
14. ↑ « [Podemos sacará el referéndum de la negociación para formar Gobierno](#) » (*El País*, 22.06.2016)
15. ↑ « [¿Qué ha pasado con Unidos Podemos?](#) » (*eldiario.es*, 28.06.2016)
16. ↑ « [Cuando Pablo Iglesias llamaba a IU su « pitufo gruñón »](#) » (*El Mundo*, 09 05 2016)
17. ↑ *Ibid.*
La position de Errejón condensée en quelques phrases : « Chaque fois que les secteurs les plus défavorisés de la société sont devenus majorité politique, cela ne l'a pas été en revendiquant d'être une partie - la gauche - mais en construisant un nouveau *tout*, le noyau d'un nouveau projet de pays. Nous appelons cela aujourd'hui la transversalité et le projet national-populaire. », « Jamais personne ne nous a attaqués parce que « nous essayerions de représenter la gauche » mais parce que nous tentons de représenter le peuple ou les gens ». Extraits de « [Podemos a mitad de camino](#) » (Podemos à la moitié du chemin, *ctxt*, 23.04.2016). Errejón analyse la fonction que joue l'alliance de Podemos avec IU pour tirer le premier vers un front des gauches incluant le PSOE et, pour cette raison, il conteste que cette alliance doive, suite au 26J, être maintenue à l'échelle de l'Etat espagnol : « Errejón considère que le parti doit se repenser pour récupérer la capacité de séduire un électorat plus large au lieu de « rester prisonnier d'étiquettes étroites » comme celle d'IU. [...] « Il y a des convergences qui fonctionnent et d'autres qu'il faut revoir, a-t-il déclaré, en rappelant [...] que le pacte avec IU est valable dans les territoires clé [les autonomies] mais pas nécessairement à l'échelon de l'Etat » (« [Errejón pide revisar la alianza con IU y reclama un Podemos « independiente »](#) » (Errejón demande que soit revue l'alliance avec IU et veut un Podemos « indépendant »), *elperiódico*, 29 juin 2016). C'est, au demeurant, depuis cette émancipation de l'étiquette de gauche ciblant IU que ce dirigeant assume, sans état d'âme, de négocier un rapprochement avec le PSOE pouvant aller jusqu'à gouverner avec lui. La divergence avec Iglesias se situe en amont, sur les moyens de parvenir à un tel accord. Pour lui, hors d'une alliance « de gauche ».
18. ↑
19. ↑ « [Gauche radicale : s'allier ou pas aux socialistes ? L'exemple andalou](#) » (NPA 34, 08.05.2012)

- « Le mot « pragmatique » a fait l'objet d'une gigantesque dévalorisation. Il n'est pas un homme politique qui ne se dise aujourd'hui « pragmatique » pour expliquer qu'il ne tient aucune des promesses sur lesquelles il s'est fait élire ou qu'il fait même carrément l'inverse de ce qu'il avait préconisé dans son programme. [...] S'adapter à la réalité quelles qu'en soient les conséquences... voilà ce que serait une attitude pragmatique alors que c'est précisément l'inverse exact du pragmatisme. » (Philippe Pignarre, *Etre anticapitaliste aujourd'hui. Les défis du NPA*, La Découverte, Paris, 2009, p. 155).
20. ↑ La sociologue Héloïse Nez écrit : « *les instruments de participation mis en place par Podemos ont une dimension de plébiscite plus qu'[ils ne témoignent] d'une réelle volonté participative. Si certains outils favorisent le débat, comme « Plaza Podemos » sur Reddit, ils ne permettent pas un accès direct à la décision. A l'inverse, les instruments de vote, comme Appgree et*
21. ↑ *Agora Voting, ne favorisent pas la délibération* ». Plus précisément encore : « *à Podemos, la préférence pour « des outils simples et rapides qui ne prennent pas trop de temps à l'usager » favorise la participation d'un nombre important de militants et de sympathisants, mais limite la qualité des échanges et des débats* ». Citée dans Antoine Rabadan, « [Etat espagnol - 2015, année électorale. 2016 : relance des mouvements sociaux ?](#) ».
22. ↑ « [Eric Toussaint : 65% de la dette espagnole est illégitime](#) » (CADTM, 06.06.2016).
- Sur la Grèce, on ne peut pas oublier que Iglesias et la direction de Podemos approuvent la politique mémorandaire menée par Tsipras, sous l'égide de la Troïka, contre son peuple. Voir la vidéo : « [Pablo Iglesias sobre Grecia y Syriza](#) », où, retenant la leçon grecque, le dirigeant
23. ↑ de Podemos déclarait, en août 2015, que, dans l'Etat espagnol, son parti n'aurait pas, dans l'éventualité de diriger un gouvernement, « grand chose à faire », en dehors de deux ou trois réformes sur l'éducation, le refus des privatisations, etc., car l'ennemi est décidément trop fort !
24. ↑ « [Las bases de Podemos piden más 15M y un discurso menos socialdemócrata](#) », (Cuarto poder, 10.07.2016)
- Le terme « empowerment » a [parfois été traduit](#) en français par « empouvoir », mais cette
25. ↑ traduction n'a pas eu le succès que la traduction espagnole par « empoderamiento » a connue.